



Déclaration liminaire FSU - CSA-SD du 28 août 2025

Après quelques mois de relative stabilité ministérielle, nous allons très certainement connaître un nouveau ministre dans les semaines qui viennent. Ce gouvernement souhaite imposer un budget très austéritaire qui prévoit des mesures contre les services publics et contre les travailleurs sans aucune préoccupation de justice sociale. La population, les services publics ne peuvent plus supporter cette austérité qui dure depuis 8 ans car ces mesures sont injustes.

Dans l'éducation nationale, l'urgence devrait être de faire face au manque d'attractivité du métier qui s'illustre par la perte de 9% de postes, non pourvus aux concours du second degré, par le fait que les 2/3 des collègues déclarent avoir pensé démissionner au cours de ces 2 dernières années. Ceux-là mêmes qui tiennent à bout de bras un service public d'éducation exsangue. L'heure n'est donc pas du tout au gel des salaires, à l'abandon des mesures de carrière pourtant bien limitées que le ministère Borne avait prévu, et à toutes les politiques managériales ridicules qui ruinent l'enthousiasme des personnels.

Dans le 1er degré, les nouveaux programmes en français et en mathématiques entrent en vigueur en septembre 2025 pour les cycles 1 et 2 et le CM1. Ils sont désormais structurés autour de repères annuels, voire infra annuels, remettant en cause la notion de cycle. Ces textes révèlent une vision formatée des élèves et dessaisissent les PE de la conception de leurs enseignements. L'accent mis sur l'application de procédures relègue au second plan la compréhension et le sens des apprentissages. Les sciences de l'éducation ont montré que cette vision des savoirs et des apprentissages participe à l'accroissement des inégalités.

Il en est de même pour les AESH qui ne sont toujours pas reconnues à la hauteur de leur investissement. Et pourtant, ils et elles, sans qui il ne pourrait y avoir de réelle école inclusive, se donnent sans compter pour aider au mieux les élèves en situation de handicap. Cela fait 20 ans qu'ils attendent une reconnaissance de leur métier via un vrai statut de la Fonction Publique et un salaire digne. Ils et elles le vivent de plus en plus en mal quand à cela s'ajoutent les affectations, le nom des élèves à

accompagner et le nombre d'heures à assurer dans chaque établissement qui ne sont connus que quelques jours avant la rentrée, comme cela a été le cas dans le premier degré sur Cherbourg Ouest car la dotation académique n'était pas connue pour ce PIAL. Sur St-Lô ville, des affectations n'ont été connues qu'hier. Comment s'organiser avec les contraintes familiales avant la rentrée dans ces conditions ? D'autres ont eu des retenues sur salaire sans explications. Sur leurs bulletins de salaire, certaines et certains ont toujours la mention CDD alors qu'ils et elles sont CDI.sé.es.

Par ailleurs, ils et elles subissent toujours le report du système de subrogation initialement prévu en janvier 2025, système qui aurait pu leur permettre, en cas d'arrêt maladie, de toucher leur salaire directement de la part de leur employeur. Un mépris de plus ! Il leur faudra attendre encore une année de plus dans le meilleur des cas.

Et le manque de considération des personnels et des représentant.es des personnels, on en parle ? Alors qu'ils et elles n'ont cessé de dénoncer les effets délétères du contrôle continu du baccalauréat, mais aussi des épreuves en lycée professionnel avancées à la mi-mai qui ont donné lieu à un absentéisme massif des élèves en juin, l'actuelle ministre de l'Education Nationale a annoncé hier vouloir revenir sur ces points, on se dit que l'on se moque vraiment des personnels qui doivent sans cesse s'adapter aux rétropédalages des décideurs faute d'avoir su écouter en heure et en temps leurs représentant.es.

Pour toutes ces raisons, la FSU restera mobilisée pour qu'un budget digne et renforçant les services publics soit présenté.